



La poste, elle est à nous, mobilisons-nous contre la privatisation !

Le gouvernement essaie de « changer le statut de la Poste », ce qui conduirait à brève échéance à la privatisation de celle-ci. Usagères et usagers, postières et postiers, mobilisons-nous pour empêcher cette privatisation.

LE CHANGEMENT DE STATUT C'EST LA PRIVATISATION

Le projet de loi du gouvernement consiste à transformer la Poste en société anonyme, dans laquelle pourraient entrer les capitaux d'entreprises où l'Etat est majoritaire. La Poste ne serait donc plus « 100% » publique comme le prétend le gouvernement, mais bel et bien semi-privatisée. Les expériences de France Telecom, de GDF ou d'EDF montrent que ces privatisations partielles se sont toujours soldées par une dégradation des services publics et des conditions de travail, ainsi que par une privatisation totale, c'est-à-dire une participation minoritaire de l'Etat au capital de l'entreprise. Le gouvernement sait qu'il doit manœuvrer avec prudence et prétend donc lâcher des garanties contre la privatisation (maintien de l'engagement majoritaire de l'Etat pendant quelques années, investissement dans l'entreprise etc.), ce que certains ne manqueront pas de nous vendre comme une grande victoire. Mais le noeud du problème reste le changement de statut. C'est donc contre le changement de statut et rien d'autre qu'il faut se battre.

C'EST À NOUS DE DÉCIDER

Le principal argument du gouvernement est que le changement de statut permettra d'injecter 2,7 milliards d'euros qui serviront à « moderniser la Poste ». La réalité, c'est que la direction de la Poste

entend profiter de l'ouverture de la concurrence du service postal à l'échelle européenne pour investir massivement à l'étranger. Cet argent ne servira donc pas à développer la Poste en France mais à concurrencer les services postaux d'autres pays ! Bref, les mêmes jeux de dominos qui ont présidé aux évolutions de France Télécom, EDF ou GDF, et qui n'ont en rien bénéficié ni aux consommateurs, ni aux salarié-es, ni à l'amélioration des services rendus.

AUJOURD'HUI LA POSTE ET DEMAIN LA SNCF, L'HÔPITAL L'ÉDUCATION... ?

Le fait qu'il faille moderniser l'outil de travail est une évidence, la vraie question est « qui décide? ». Pour Alternative libertaire, c'est aux salarié-e-s de la Poste ainsi qu'à ses usagères et usagers de décider de l'avenir de celle-ci, car ce sont les seuls capables de faire des choix qui privilégient l'intérêt collectif et non la rentabilité versée au capitalisme financier. Les choix opérés par les gouvernements successifs depuis une bonne vingtaine d'années, montrent que l'Etat ne peut prétendre incarner l'intérêt public et qu'il est nécessaire de repenser d'autres fonctionnements démocratiques.

TOUT PASSE PAR LA LUTTE

Pour contrer ce changement de statut, usagères et usagers se mobilisent.

Le comité national contre la privatisation de la Poste, qui regroupe une centaine d'organisations syndicales, politiques et associatives, dont Alternative libertaire, organise une consultation populaire sur l'avenir de la Poste le 3 octobre. Nous appelons l'ensemble des travailleuses et des travailleurs à venir s'exprimer contre le changement de statut dans une des urnes disposées dans les entreprises, les bureaux de poste, les marchés ou les mairies. Cette « votation citoyenne » permettra de montrer l'existence d'une large opposition à la privatisation.

Mais ce qui sera réellement déterminant, ce sera la construction d'un rapport de force direct au sein de la Poste, par la mobilisation des postières et des postiers. Les grèves nationales de septembre 2008 et septembre 2009 ont été très suivies, avec plus de 35% de grévistes, sans compter les multiples conflits locaux.

Il y a donc une possibilité de construire une telle grève qui risque de ne pas se représenter de sitôt. La votation citoyenne du 3 octobre n'est donc pas une fin en soi, mais doit servir à encourager les postières et les postiers et à construire la solidarité avec leur lutte. Après le 3 octobre, débattons ensemble des suites, la lutte continue!



LE MENSUEL DISPONIBLE EN KIOSQUE

- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL
- Je m'abonne à Alternative libertaire

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, paiement en ligne ou chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM.....PRÉNOM.....
TÉL..... E-MAIL.....
ADRESSE.....

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.
- Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Alternative libertaire
BP 295
75921 PARIS Cedex 19
contacts@alternativelibertaire.org
www.alternativelibertaire.org